

*Tribunal
administratif
du travail*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2022 – 2023

**Demandes de renseignements particuliers
du troisième groupe d'opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d’opposition

#	Liste des questions
RP1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2022-2023.
RP2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2022-2023.
RP3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l’information fournie au ministre en vertu de l’article 428 de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
RP5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.
RP6	<p>Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;b) la liste des membres du conseil d’administration;c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP7	<p>Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :</p> <ul style="list-style-type: none">a) des frais de déplacement;b) des frais de représentation;c) des frais de repas;d) des frais de voyage;e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP9	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d’employés, ventilé par catégorie d’emploi et par région.

#	Liste des questions
RP154	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.
RP155	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.
RP156	Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.
RP157	Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur l'effectif, exprimé en ETC, en nombre d'employés. Ventiler par année, par type d'emploi et par région.
RP158	Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, de départs à la retraite, de fins de postes, de mises en disponibilité, de nominations; ventiler par année et par région.
RP159	Évolution de l'effectif depuis cinq ans, par catégorie d'emploi, par année financière.
RP160	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP161	Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail. Fournir une évolution sur cinq ans en incluant les budgets des organismes maintenant fusionnés.
RP162	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.
RP163	Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP164	Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.
RP165	Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail depuis sa création.
RP166	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.
RP167	Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT (anciennement CRT).

#	Liste des questions
RP168	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.
RP169	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
RP170	Depuis cinq ans, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).
RP171	Depuis cinq ans, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
RP172	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2022-2023.
RP173	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
RP174	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs, depuis cinq ans, par année financière.
RP175	Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
RP176	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
RP177	Nombre de dossiers liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées</i> (PL 57).
RP178	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels.
RP179	Depuis cinq ans, délais de traitement moyen. Ventiler par type de dossier.
RP180	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.
RP181	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.
RP182	Mesures de réparation imposées au cours des cinq dernières années.
RP183	Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs aux lésions professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.

#	Liste des questions
RP184	Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles.
RP185	Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés au cours des cinq dernières années.
RP186	Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le Tribunal au cours des cinq dernières années.
RP187	Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.
RP188	Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT (anciennement CLP) ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.
RP189	Nombre d'avis traités par le BEM et nombre d'avis renversés au cours des cinq dernières années.
RP190	Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.
RP191	Nombre de plaintes logées au TAT et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.
RP192	Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP1

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2022-2023.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022 :

LOGICIELS	
Achat	221 915 \$
Entretien	378 380 \$
MATÉRIEL	
Achat	111 026 \$
Entretien	3 062 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel du Tribunal)	2 460 578 \$
Externes (entretien du système de mission)	166 773 \$
MTESS, MCN et RQ	75 027 \$
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
Externes	97 575 \$
MCN	562 627 \$
TOTAL	4 076 963 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Fiche : RP2

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2022-2023.

2021-2022 : Nous avons reçu une demande de réduction des dépenses, déterminée à 728,0 k \$ par le SCT, en raison de l'économie découlant du télétravail. Afin de nous conformer à cette demande, nous avons réduit nos dépenses de fonctionnement de 728, 0 k \$ dans nos prévisions budgétaires 2021-2022.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP3

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, huit comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour des comités de sélection ou pour examiner le renouvellement du mandat de certains membres (juges administratifs). Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Nom	Honoraires	Frais de déplacement
Louis Caron	153,31 \$	0 \$
Suzanne Comtois	250 \$	0 \$
Santina Di Pasquale	4 386,27 \$	1 564,28 \$
Karounga Diawara	1 600 \$	0 \$
Hélène Grenier	127,33 \$	0,00 \$
Louis-Philippe Lampron	200 \$	0 \$
André Michaud	4 731,18 \$	1 565,26 \$
Total	11 448,09 \$	3 129,54 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP4

Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.

L'obligation de fournir ce rapport au ministre du Travail a été abolie le 1^{er} janvier 2016 puisque la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1) n'a pas repris les termes de l'article 428 LATMP.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP5

Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

La liste de toutes ces activités se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 18 mars 2022

Trinunal administratif du travail
Du 1er avril 2021 au 28 février 2022

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2021-04-01 au 2021-05-06	36e colloque du CTAC	Conseil des tribunaux administratifs canadiens	8	En ligne	2 556 \$
2021-04-07	L'avènement du télétravail et la nouvelle réalité de l'employeur en matière de harcèlement psychologique : risque et responsabilités	Jeune Barreau de Montréal	1	En ligne	15 \$
2021-04-08 et 2021-04-15	Formation médico-légale pour juges administratifs DSST	Interne - TAT	27	En ligne	- \$
2021-04-14 au 2022-03-18	Formation : "La sécurité de l'information, ça nous concerne tous"	Interne - TAT	109	En ligne	- \$
2021-04-15 et 2021-10-23	Journée de formation et d'échanges des juges administratifs et des conciliateurs DRT	Interne - TAT	147	En ligne	- \$
2021-04-19	Journée stratégique - droit administratif	Open forum Ouvert	1	En ligne	500 \$
2021-04-21	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	2	En ligne	700 \$
2021-05-04 au 2021-06-23	Tournée de cohérence	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	109	En ligne	- \$
2021-05-12 et 2021-05-13	Assemblée des assesseurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	15	En ligne	- \$
2021-05-25	Congrès virtuel 2021 : Formule tout inclus	Association des archivistes du Québec	1	En ligne	175 \$
2021-06-03 et 2021-06-04 2021-06-28 et 2021-06-29	Angular	AFI expertise	3	En ligne	2 790 \$
2021-06-15	Nouveaux enjeux de la vaccination en milieu de travail	SOQUIJ	1	En ligne	100 \$

2021-06-15 au 2021-10-05	Surmonter les défis de la gestion à distance	Groupe Conseil CFC	38	En ligne	8 100 \$
2021-06-17	L'annexe 260 : un outil essentiel à la consultation de SISTA	Interne	14	En ligne	- \$
2021-06-21	Un an de COVID-19 : revue jurisprudentielle en droit du travail	SOQUIJ	1	En ligne	100 \$
2021-06-29 au 2021-10-28	Formation sur les modifications découlant du Guide de rédaction	Interne	60	En ligne	- \$
2021-2022	Programme de mentorat et de développement du leadership : le cercle des jeunes leaders de l'administration publique	ÉNAP	1	En ligne / Québec	7 000 \$
2021-08-26	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	1	En ligne	375 \$
2021-09-09	Rentrée judiciaire du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue 2021	Barreau d'Abitibi-Témiscamingue	1	En ligne	30 \$
2021-09-21	La quérulence : apprendre à la déceler et à composer avec les plaideurs quérulents	Barreau du Québec	2	En ligne	99 \$
2021-09-21	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	1	En ligne	350 \$
2021-09-23	Big Brother et la gestion de vos ressources humaines	SOQUIJ	1	En ligne	115 \$
2021-09-27	Le décorum lors des audiences virtuelles		1	En ligne	63 \$
2021-10-06 au 2021-11-25	Tournée de cohérence	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	106	En ligne	- \$
2021-10-19	Séance d'échanges sur les pratiques de mise au rôle	Interne	25	En ligne	- \$
2021-10-20	Événement Public NumériQc 2021	Gouvernement du Québec	1	En ligne	65 \$

2021-10-28	Formation pour les formateurs	Interne - Direction des ressources humaines	23	En ligne	- \$
2021-10-29	Rédaction UX	Iserta formation	2	En ligne	978 \$
2021-11-02 et 2021-11-05	Congrès des professionnel.le.s de l'information	Fédération des milieux documentaires	2	En ligne	500 \$
2021-11-02 et 2021-11-03	Assemblée des juges administratifs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	162	En ligne	- \$
2021-11-02 et 2021-11-03	Rencontre de formation des assesseurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	15	En ligne	- \$
2021-11-03 et 2021-11-04	Rencontre annuelle des conciliateurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	73	En ligne	- \$
2021-11-26	Session d'accueil pour les décideurs administratifs	Secrétariat aux emplois supérieurs	4	En ligne	440 \$
2021-11-30	Justice transparente et tribunaux administratifs	Conseil des tribunaux administratifs canadiens	3	En ligne	285 \$
2021-12-02 au 2021-12-09	Présentation SISTA	Interne	139	En ligne	- \$
2022-01-07	Français sans faute	CÉGEP Limoilou	2	En ligne	240 \$
2022-01-11	Environnement numérique du langagier	Université Laval	1	En ligne	389 \$
2022-01-25	Formation continue : Gestion d'incident de confidentialité impliquant renseignements personnels	AAPI	1	En ligne	374 \$
2022-01-25 et 2022-01-27	Formation sur le traitement de documents confidentiels - SISTA	Interne	48	En ligne	- \$
2022-01-27	Santé et sécurité du travail : que s'est-il passé en 2021?	Groupe Le Corre	1	En ligne	395 \$
2022-01-28	Formation : Pandémie mondiale de la COVID-19 : revue jurisprudentielle en droit du travail	SOQUIJ	1	En ligne	95 \$

2022-02-01	Flash-SISTA 1 : Fondements du traitement d'une ordonnance de non-divulgaration	Interne	50	En ligne	- \$
2022-02-02 au 2022-03-15	Formation : L'information juridique versus l'avis juridique	Interne	68	En ligne	- \$
2022-02-02	Réflexions sur les changements et tendances provoqués par la pandémie	Barreau du Québec	1	En ligne	281 \$
2022-02-08 au 2022-02-15	Formation sur les codes motifs	Interne	19	En ligne	- \$
2022-02-08 et 2022-02-15	Formation : Loi modernisant le régime SST	Interne	188	En ligne	- \$
2022-02-15 et 2022-02-17	Flash-SISTA 2 : Rafranchissement et astuces - Intervenants et interlocuteurs	Interne	48	En ligne	- \$
2022-02-15	Formation : Les modifications au Code de procédure civile	Barreau du Québec	1	En ligne	25 \$
2022-02-15	Formation : Code de procédure civile : tour d'horizon, un an après le projet de loi 75	Barreau du Québec	1	En ligne	25 \$
16 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	8	En ligne	2 400 \$
80 jours*	Droits de scolarité — soutien aux études	Établissements scolaires reconnus	20	Différentes régions du Québec	17 754 \$
TOTAL					47 314 \$

* Possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP6

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;

b) La liste des membres du conseil d’administration;

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;			
Voici les données relatives à la période du 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :			
Nom	Prénom	Corps d'emploi	Poste
Désaulniers Drouin	Mylène	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Hoyle	Blanca-Maria	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Thibault	Suzie	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Gagné-Fortin	Sofie-Jeanne	104	Agent d'information
Lagacé	Julie	104	Agent d'information
Lalancette	Marc	104	Agent d'information
Lemelin	Bianka	104	Agent d'information
Talbot	Véronique	104	Agent d'information
Adam	Gisèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Arsenault	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrette	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrionuevo	Erika	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blais	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blouin	Virginie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bordeleau	Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourassa	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Béland	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bélanger	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cameus	Vanessa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Caron	Pierre	105	Agent de recherche et de planification

			socio-économique
Charbonneau	Louis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cornell	Dustin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Corriveau	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Coutu	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Côté	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Deguire	Suzanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Desjardins	Martin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Do Rego Barros	Maria Dulce	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doiron	Marie-Claude	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doray	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dubreuil	Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dulude	Christyan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
El Barch	Chérif	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Farner	Carole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Flageol	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Franche	Julie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frappier	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frenette	Colombe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Kathleen	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Magali	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gamache	Annick	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gaudreault	Alexandre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gendron	Ariane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gervais	Paul	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gilbert	Léa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gratton	Julien	105	Agent de recherche et de planification

			socio-économique
Grenier	Caroline	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Grégoire	Chantal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Harton	Jimmy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Henrion	Stéphane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Huot	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Julien	Tony	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Langlois	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Laplante	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Gabriel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Diane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lebel	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lefebvre	Marie-Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lespérance	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lessard	Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Leverone	Hélène	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lima	Juliana	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Madore	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Marseille	Vicky	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Martin	Jamie-Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Monette-Nantel	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Papillon	Josiane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Paquet	Marie-Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Patenaude	Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Perrin	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Pigeon	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Pratte	Francis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Riffou	Sara	105	Agent de recherche et de planification

			socio-économique
Rodrigue	Roger	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roy	André	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Scullion	Debra	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Soudir	Patricia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Germain	Samantha	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Laurent	Manon	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Yves	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Séguin	Michel G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tartier	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Théorêt	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Jean-François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	François-Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Trudel	Marie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Vallières	Suzy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Verret	Nancy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Adams	David	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Audard	Antonin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bailly	Chantal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beaudoin	Manon	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beniaich	Rachid	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bouchard	Alexandre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Caroline	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Steve	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bédard	Claude	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Canuel	Frédéric	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Cloutier	Philippe	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Dion	Serge	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Gamar	Ismail	108	Analyste de l'information et des

			procédés administratifs
Houde	Pierre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
McCarthy	Christian	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Mercier	Pascal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Ngoupé	Éric Lunaud	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Sellami	Ramla	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tran	Anh Tuan	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Cardenas Obando	Juan Gabriel	111	Attaché d'administration
Gailloux	Jonathan	112	Bibliothécaire
Bargoné	Linda	115	Avocat
Bernier	Marie-France	115	Avocat
Bolduc	Étienne	115	Avocat
Bond Roussel	Geneviève	115	Avocat
Boumati	Assirem Amal	115	Avocat
Charbonneau	Édith	115	Avocat
Côté	Luc	115	Avocat
Douville	Geneviève	115	Avocat
Joncas-Blanchet	Audrey	115	Avocat
Labbé	Marie-Hélène	115	Avocat
Laberge	Marie-Claude	115	Avocat
Lalancette	Luba	115	Avocat
Lapierre	Marie-Jo	115	Avocat
Lindsay	Stéphanie	115	Avocat
Rousse	Denis	115	Avocat
Roussin	Marie-Claude	115	Avocat
Vadeboncoeur	Dominique	115	Avocat
Arpin	Marie-Hélène	120	Médecin
Beaudry	Jean-Marc	120	Médecin
Bélanger	Serge	120	Médecin
Couture	Daniel	120	Médecin
Dansereau	Jean-Yves	120	Médecin
Deschênes	Mario	120	Médecin
Dubois	Manon	120	Médecin
Dumais	Huguette	120	Médecin
Fazal Karim	Karima	120	Médecin
Fortin	Michel R.	120	Médecin
Gagnon	Johanne	120	Médecin
Landry	Yves	120	Médecin
Lejeune	Dominique	120	Médecin
Martin	Martine	120	Médecin
Morin	Jean	120	Médecin
Verrette	Sylvie	120	Médecin
Lemelin	Sylvie	125	Traducteur
Abou Zeid	Roger	200	Agent de bureau
Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau
Beauvais	Bernadin	200	Agent de bureau
Bilodeau	Maryse	200	Agent de bureau
Boissonnault	Charles-Étienne	200	Agent de bureau
Braccio	Angela	200	Agent de bureau
Brahimi	Nacera	200	Agent de bureau
Carvente	Elena	200	Agent de bureau
Champagne	Nancy	200	Agent de bureau

Claude	Carole	200	Agent de bureau
Cos	Cecilia	200	Agent de bureau
Desharnais	Julie	200	Agent de bureau
Dion	Hélène	200	Agent de bureau
Gallichan	Nadia	200	Agent de bureau
Garneau	Claude	200	Agent de bureau
Guzman-Arambulo	Alexandra	200	Agent de bureau
Idrissi Oudrhiri	Rachid	200	Agent de bureau
Jouadi	Yassine	200	Agent de bureau
Labrecque	Maude	200	Agent de bureau
Laferrière	Adam	200	Agent de bureau
Lagacé	Brigitte	200	Agent de bureau
Lajoie	Janick	200	Agent de bureau
Leroux	Pascale	200	Agent de bureau
Lortie	Chantale	200	Agent de bureau
Martineau	Linda	200	Agent de bureau
Martins e Souza	Carla	200	Agent de bureau
Mbodji	Amadou	200	Agent de bureau
Messaoudi	Nadia	200	Agent de bureau
Nguyen	Tin Phuong Trinh	200	Agent de bureau
Pageau	Anthony	200	Agent de bureau
Phan	Fanny	200	Agent de bureau
Porubova	Alla	200	Agent de bureau
Quesnel	Francine	200	Agent de bureau
Raymond	Nathalie	200	Agent de bureau
Renaud	Aude	200	Agent de bureau
Rondeau	Michel	200	Agent de bureau
Salvas	Eveline	200	Agent de bureau
Sifontes	Mayre	200	Agent de bureau
St-Félix	Jude	200	Agent de bureau
St-Germain	Geneviève	200	Agent de bureau
Sylla	Binta	200	Agent de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agent de bureau
Zugrav	Oana-Maria	200	Agent de bureau
Laliberté Adams	Linda-Marie	217	Bibliothécaire
Roberge	Marie-Claude	217	Bibliothécaire
Alarie	Ginette	221	Agent de secrétariat
Amaan	Naoual	221	Agent de secrétariat
Amey	Frédérique	221	Agent de secrétariat
Auclair	Nicole	221	Agent de secrétariat
Badinga	Lubata Edwige	221	Agent de secrétariat
Beauséjour	Josée	221	Agent de secrétariat
Benito	Gwladys	221	Agent de secrétariat
Blanchard	Carmen	221	Agent de secrétariat
Boucher	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Brebel	Cécile	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Gisèle	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Camiré	Anick	221	Agent de secrétariat
Caron	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Chamberland	Lise	221	Agent de secrétariat
Clermont	Myriam	221	Agent de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agent de secrétariat
Côté	Mélissa	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Jeanne	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Marie-Helene	221	Agent de secrétariat

Drapeau	Marthe	221	Agent de secrétariat
Dufour	Josée	221	Agent de secrétariat
Fortin	Ginette	221	Agent de secrétariat
Gaudreault	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Gauthier	Valérie	221	Agent de secrétariat
Gingras-Racine	Chantal	221	Agent de secrétariat
Girard	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Gobeil-Verreault	Maxime	221	Agent de secrétariat
Gravel	Louise	221	Agent de secrétariat
Gregorio Alves	Ana Paula	221	Agent de secrétariat
Hamel	Alain	221	Agent de secrétariat
Hébert	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Jean-Louis	Betty	221	Agent de secrétariat
Kandé	Danielle	221	Agent de secrétariat
Lajeunesse	Andrée	221	Agent de secrétariat
Lebeau	Marie-Pier	221	Agent de secrétariat
Leblond-Ringuette	Mélanie	221	Agent de secrétariat
Lefaivre	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Lessard Patry	Karina	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Constance	221	Agent de secrétariat
Loranger	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Lossignol	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Léger	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Mapais Tagakou	Ginette Nancy	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Josée	221	Agent de secrétariat
Martel	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Moulin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Noreau	Sophie	221	Agent de secrétariat
Odou	Koko Agbanè	221	Agent de secrétariat
Pageau	Émilie	221	Agent de secrétariat
Pelletier	Andréanne	221	Agent de secrétariat
Pepin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Perreault	France	221	Agent de secrétariat
Pierre-Louis	Myrlande	221	Agent de secrétariat
Plante	Sarah	221	Agent de secrétariat
Podie Tchouni	Nadège	221	Agent de secrétariat
Poisson	Justine	221	Agent de secrétariat
Pouliot	Marie-Ève	221	Agent de secrétariat
Provost	Line	221	Agent de secrétariat
Rainville	Marylène	221	Agent de secrétariat
Robertson	Alexie-Ann	221	Agent de secrétariat
Royer	Carolane	221	Agent de secrétariat
Saint-Amant	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Sallafranque	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Seck	Arame	221	Agent de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agent de secrétariat
Shields	Josée	221	Agent de secrétariat
St-Cyr	Louise	221	Agent de secrétariat
Thériault-Lapointe	Roxane	221	Agent de secrétariat
Zahaf	Sara	221	Agent de secrétariat
Goyette	Lucie	249	Préposé aux renseignements
Mahrane	Ahmed	249	Préposé aux renseignements
Meunier	Hélène	249	Préposé aux renseignements
Moukarrab	Meryem	249	Préposé aux renseignements
Ruggiero	Mario	249	Préposé aux renseignements
Cheikh	Rabah	264	Technicien en administration
Chouikrat	Radia	264	Technicien en administration

Côté	Brigitte	264	Technicien en administration
Dagenais Banville	Édith	264	Technicien en administration
Dansereau	Suzanne	264	Technicien en administration
Dauphin	Julie	264	Technicien en administration
Deschênes	Jonathan	264	Technicien en administration
Habel	Sophie	264	Technicien en administration
Icart	Juniole	264	Technicien en administration
Joachim	Yveline	264	Technicien en administration
Labranche	Catherine	264	Technicien en administration
Larouche	Véronic	264	Technicien en administration
Légaré	France	264	Technicien en administration
Mriyeh	Maria	264	Technicien en administration
Parent	Julie	264	Technicien en administration
Parr	Nadia	264	Technicien en administration
Pelletier	Rachelle	264	Technicien en administration
Poupeau	Laurent	264	Technicien en administration
Roy	Chantal	264	Technicien en administration
Saidi	Dorsaf	264	Technicien en administration
Vibert	Sonia	264	Technicien en administration
Potlog	Liliana	272	Technicien en informatique
Tanguay	Simon	272	Technicien en informatique
Ziati	Hamza	272	Technicien en informatique
Beaudet	Pauline	283	Technicien en droit
Beaudoin	Roxane	283	Technicien en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicien en droit
Bouchard	Marielle	283	Technicien en droit
Challal	Samira	283	Technicien en droit
Chams Eddine	Hasnaâ	283	Technicien en droit
Charron	Catherine	283	Technicien en droit
Dextras Paquette	Karine	283	Technicien en droit
Dionne	Nathalie	283	Technicien en droit
Duguay	Marc-André	283	Technicien en droit
Fiola	Isabelle	283	Technicien en droit
Gallant	Johanne	283	Technicien en droit
Grassi	Marie-Noëlle	283	Technicien en droit
Grenier-Martel	Roxane	283	Technicien en droit
Jetté	Pascale	283	Technicien en droit
Laframboise	Christine	283	Technicien en droit
Lafrenais	Josée	283	Technicien en droit
Larose-Marquis	Christine	283	Technicien en droit
Maheux	Christiane	283	Technicien en droit
Marois	Annie	283	Technicien en droit
Martin	Isabelle	283	Technicien en droit
Morin	Julie	283	Technicien en droit
Ouellet	Nathalie	283	Technicien en droit
Paquet	Véronique	283	Technicien en droit
Pronovost	Olivier	283	Technicien en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit
Quirion	Julie	283	Technicien en droit
Quiroz	Jeanette	283	Technicien en droit
Ross	Charis	283	Technicien en droit
Savignac	Nadia	283	Technicien en droit
Tremblay	Marie-Claude	283	Technicien en droit
Tsang	Anne-Marie	283	Technicien en droit
Turcotte	Danielle	283	Technicien en droit
Éthier	Julien	433	Préposé au matériel
Boulais	Carole	630	Cadre

Gagnon	Gino	630	Cadre
Gagnon	Marco	630	Cadre
Gauthier	Paul	630	Cadre
Jobidon	Guillaume	630	Cadre
Métivier	Claude	630	Cadre
Tremblay	Patrice	630	Cadre
Fitzback	Vicky	640	Cadre juridique
Nadeau	Lucie	825	Président
Alder	Mylène	826	Juge administratif
Allard	Sylvain	826	Juge administratif
Arcand	Sylvie	826	Juge administratif
Armand	Daphné	826	Juge administratif
Arseneau	Raymond	826	Juge administratif
Arseneault	Isabelle	826	Juge administratif
Aubertin	Benoît	826	Juge administratif
Aubé	François	826	Juge administratif
Auclair	Marlène	826	Juge administratif
Audet	Josée	826	Juge administratif
Beaubien	François	826	Juge administratif
Beaudin	Annie	826	Vice-président
Beaulieu	Denys	826	Juge administratif
Beaumier	Jean-François	826	Juge administratif
Benoît	Dominique	826	Vice-président
Bergeron	Catherine A.	826	Juge administratif
Bernard	Réjean	826	Juge administratif
Bernier	Yolande	826	Juge administratif
Blanchet	Guy	826	Juge administratif
Blouin	Daniel	826	Juge administratif
Blouin	Karine	826	Juge administratif
Boucher	Bruno	826	Juge administratif
Bourgeois	Guylaine	826	Juge administratif
Bovier	Philippe	826	Juge administratif
Brisebois	Virginie	826	Juge administratif
Burdett	Claire	826	Juge administratif
Bédard	Myriam	826	Juge administratif
Bélanger	Renée-Claude	826	Juge administratif
Canuel	Michel	826	Juge administratif
Carignan	Michèle	826	Juge administratif
Caron	François	826	Juge administratif
Carpentier-Cayen	Isabelle	826	Juge administratif
Chainey	Anick	826	Juge administratif
Charbonneau	Francine	826	Juge administratif
Charette	Caroline	826	Juge administratif
Chouinard	Amélie	826	Juge administratif
Chénier	Manon	826	Juge administratif
Clément	Jean-François	826	Juge administratif
Corbeil	Simon	826	Juge administratif
Côté	Maude	826	Juge administratif
Côté	Réjean	826	Juge administratif
Daigneault	Fernand	826	Juge administratif
Danis	Jean-Claude	826	Juge administratif
David	Jacques	826	Juge administratif
Degré	Jacques	826	Juge administratif
Demers	François	826	Juge administratif
Desbois	Louise	826	Juge administratif
Despatis	Johanne	826	Juge administratif
Desroches	Martine	826	Juge administratif

Downey	Jason Wayne	826	Juge administratif
Drolet	Christian	826	Juge administratif
Dubé	Frédéric	826	Juge administratif
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	Juge administratif
Dufour	Jean-François	826	Juge administratif
Ellefsen	Henrik	826	Juge administratif
Emond	Véronique	826	Juge administratif
Firlotte	Ann	826	Juge administratif
Fiset	Dominic	826	Juge administratif
Gagnon	Isabelle	826	Juge administratif
Gagnon	Raymond	826	Juge administratif
Gagnon	Sylvain	826	Juge administratif
Gauthier	Manon	826	Juge administratif
Gauthier	Pascale	826	Juge administratif
Gauthier	Renaud	826	Juge administratif
Girard	Véronique	826	Juge administratif
Girardin	Chantale	826	Juge administratif
Giroux	France	826	Juge administratif
Goodwin	Elisabeth	826	Juge administratif
Gosselin	Andrée	826	Juge administratif
Goyette	Renée M.	826	Juge administratif
Grantham	Guy	826	Juge administratif
Grignon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Grégoire	Jean	826	Juge administratif
Guay	Louise	826	Juge administratif
Gutiérrez	Aurora	826	Juge administratif
Guérard	Gaetan	826	Juge administratif
Gélinas	Nathalie	826	Juge administratif
Hinse	Francis	826	Juge administratif
Jouis	Daniel	826	Juge administratif
Lachance	Alain	826	Juge administratif
Ladouceur	Julie	826	Juge administratif
Lajoie	Valérie	826	Juge administratif
Lalonde	Michel	826	Juge administratif
Lalonde	Pierre	826	Juge administratif
Lamarre	Monique	826	Juge administratif
Lanseigne	Line	826	Juge administratif
Laprade	Annie	826	Juge administratif
Larouche	Michel	826	Juge administratif
Lassonde	Laurent	826	Juge administratif
Lavoie	Marie-Claude	826	Juge administratif
LeBel	Jean-François	826	Juge administratif
Lecavalier	Marie-Anne	826	Juge administratif
Legault	Marie-Eve	826	Juge administratif
Lemay	Bernard	826	Juge administratif
Lemieux	Yves	826	Juge administratif
Lemire	Simon	826	Juge administratif
Lessard	Carole	826	Juge administratif
Lessard	Émilie	826	Juge administratif
Letreiz	Michel	826	Juge administratif
Lizotte	Valérie	826	Juge administratif
Lévesque	Sylvie	826	Juge administratif
Magnan	Hugues	826	Juge administratif
Maranda	Michel	826	Juge administratif
Marceau	Bernard	826	Juge administratif
Martel	Jean-François	826	Juge administratif
Martel	Nancy	826	Juge administratif

Mercuré	Francine	826	Vice-président
Moffet	Guyline	826	Juge administratif
Montplaisir	Martine	826	Juge administratif
Morand	Pierre-Étienne	826	Juge administratif
Moreau	Michel	826	Juge administratif
Moulin	Sophie	826	Juge administratif
Nadeau	Sandra	826	Juge administratif
Noiseux	Jean-Sébastien	826	Juge administratif
Nyitrai	Emilia	826	Juge administratif
Paquette	Jean	826	Juge administratif
Pelletier	Daniel	826	Juge administratif
Pepin Hallé	Maude	826	Juge administratif
Perron	Pauline	826	Juge administratif
Picard	Josée	826	Juge administratif
Piché	Isabelle	826	Juge administratif
Pilon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Poirier	Jean M.	826	Juge administratif
Poirier	Marie-Claude	826	Juge administratif
Potvin	Danick	826	Juge administratif
Quigley	Ann	826	Juge administratif
Rancourt	Julie	826	Juge administratif
Ranger	François	826	Juge administratif
Raymond	Mélanie	826	Juge administratif
Reid	Christian	826	Juge administratif
Rivard	Jean-Luc	826	Juge administratif
Robitaille	Isabelle	826	Juge administratif
Roiseux	Marie-Anne	826	Juge administratif
Romani	Marco	826	Juge administratif
Roy-Déry	Benoît	826	Juge administratif
Saindon	Guillaume	826	Juge administratif
Samson	Julie	826	Juge administratif
Sansfaçon	Michel	826	Juge administratif
Savard	Karine	826	Juge administratif
St-Jean	Isabelle	826	Juge administratif
St-Laurent	Nancy	826	Juge administratif
St-Onge	Pierre	826	Juge administratif
Sylvestre	Sonia	826	Juge administratif
Séguin	Jean-François	826	Juge administratif
Sénéchal	Sophie	826	Juge administratif
Tancrède	Dominique	826	Juge administratif
Therrien	Daniel	826	Juge administratif
Therrien	Isabelle	826	Juge administratif
Thériault	Lyne	826	Juge administratif
Tremblay	Danielle	826	Juge administratif
Tremblay	Norman	826	Juge administratif
Waddell	Erick	826	Juge administratif
Watkins	Michel	826	Juge administratif
Zaïkoff	Irène	826	Juge administratif

b) La liste des membres du conseil d’administration;

Le TAT ne possède pas de conseil d’administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des juges administratifs qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé

entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2022 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATIONS :			
BOUCHER, Bruno	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
CHOUINARD, Amélie	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
ÉMOND, Véronique	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
MARANDA, Michel	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
MARTEL, Nancy	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
PEPIN HALLÉ, Maude	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
RAYMOND, Mélanie	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
REID, Christian	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
ROY-DERY, Benoit	Juge administratif	2021-11-22	2026-11-21
BENOÎT, Dominique	Vice-président – VPRT	2022-01-03	2027-01-02

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
RENOUVELLEMENTS :			
LANSEIGNE, Line	Juge administratif	2021-04-10	2023-11-17
DAIGNEAULT, Fernand	Juge administratif	2021-05-23	2024-01-31
ARMAND, Daphné	Juge administratif	2021-05-23	2026-05-22
AUCLAIR, Marlène	Juge administratif	2021-05-23	2026-05-22
DAVID, Jacques	Juge administratif	2021-05-23	2026-05-22
DUBÉ-IZA, Marie-Pierre	Juge administratif	2021-05-30	2026-05-29
MOREAU, Michel	Juge administratif	2021-05-30	2026-05-29
POIRIER, Jean M.	Juge administratif	2021-05-30	2026-05-29
GRÉGOIRE, Jean	Juge administratif	2021-06-05	2026-06-04
QUIGLEY, Ann	Juge administratif	2021-06-05	2026-06-04
GOSSELIN, Andrée	Juge administratif	2021-06-06	2023-09-06
LAVOIE, Marie-Claude	Juge administratif	2021-06-06	2026-06-05
LETREIZ, Michel	Juge administratif	2021-06-06	2026-06-05
PELLETIER, Daniel	Juge administratif	2021-06-27	2026-06-26
CLÉMENT, Jean-François	Juge administratif	2021-11-26	2023-11-25
BÉDARD, Myriam	Juge administratif	2021-11-20	2026-11-19
BÉLANGER, Renée-Claude	Juge administratif	2022-01-10	2027-01-09

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l’ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement : 229 977 \$

Frais de représentation : 5 941 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP7

Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :

- a) des frais de déplacement;
- b) des frais de représentation;
- c) des frais de repas;
- d) des frais de voyage;
- e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Voici les informations du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

a) Les frais de déplacement : 5 545 \$

b) Les frais de représentation : 2 568 \$

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 4 140 \$ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 532 \$. Les autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 2 036 \$.

c) Les frais de repas : 3 233 \$

d) Les frais de voyage : 4 809 \$

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 369 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP9

Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d’employés, ventilé par catégorie d’emploi et par région.

La liste se trouve à la page suivante.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 4 mars 2022

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2022						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	52,0	19,0	22,0	1	103,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	3,0		5,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	4,0		8,0
Chaudière-Appalaches		4,0	1,0	5,0		10,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		2,0	2,0	2,0		6,0
.Sept-Iles				2,0		2,0
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	1,0	3,0		6,0
.Drummondville		1,0		2,0		3,0
Montréal	5	59,0	27,0	43,0	2	136,0
Montréal		5,0	1,0	6,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		4,0	1,0	5,0		10,0
Laurentides		5,0	1,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		4,0	1,0	5,0		10,0
.Salaberry-de-Valleyfield		1,0	1,0	3,0		5,0
TOTAL	14	153,0	62,0	130,0	3	362,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP154

Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.

Économies budgétaires 2021-2022

Honoraires des membres issus	4 640 000 \$
Ressources affectées aux membres	250 000 \$
Gestion/gouvernance	50 000 \$
Frais de déplacement des membres	625 000 \$
Frais divers (impression-numérisation-poste)	520 000 \$
Rapatriement des services administratifs	730 000 \$
Dépenses diverses - membres	165 000 \$
TOTAL	6 980 000 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 1^{er} mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP155

Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.

Aucune étude supplémentaire n'a été faite pour la période mentionnée.

Une seule étude a été faite en lien avec la fusion. Il s'agit d'une évaluation des efforts à investir dans la solution SISTA (Système intégré de services des tribunaux administratifs) dans le but d'arrimer les activités de mission de la CRT à celles de la CLP. Le rapport a été approuvé par la présidente du Tribunal le 26 mai 2016 et un dossier d'affaires a été présenté au Secrétariat du Conseil du trésor qui a confirmé verbalement que seule l'autorisation de la présidente du Tribunal était requise pour procéder.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP156

Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.

Voir également la réponse à la question RP164.

ACTIVITÉ	COÛT
Mise à jour de SISTA	0 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP157

Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur l’effectif, exprimé en ETC, en nombre d’employés. Ventiler par année, par type d’emploi et par région.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n’a pas eu d’impact sur le niveau d’effectifs.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP158

Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, de départs à la retraite, de fins de postes, de mises en disponibilité, de nominations; ventiler par année et par région.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n'a pas eu d'impact sur le nombre de nouveaux postes créés, abolis et transférés, ni sur les départs à la retraite et les mises en disponibilité.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP159

Évolution de l’effectif depuis cinq ans, par catégorie d’emploi, par année financière.

Voici les données au 28 février 2022 :

CATÉGORIES D’EMPLOI	EFFECTIF
Professionnels	153
Personnel de bureau	130
Techniciens	62
Ouvriers	3
Cadres	14
TOTAL	362

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP160

Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.

Aucune prime de départ n'a été versée en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP161

Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail. Fournir une évolution sur cinq ans en incluant les budgets des organismes maintenant fusionnés.

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

Masse salariale	65 462 726 \$
Fonctionnement	
Services de transport et de télécommunications	1 950 440 \$
Services professionnels, administratifs et autres	5 479 890 \$
Locations	8 838 300 \$
Fournitures et approvisionnement	831 300 \$
Amortissement	1 979 000\$
Autres dépenses	99 000 \$
Total fonctionnement	19 177 930 \$
Total des dépenses	84 640 656 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP162

Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

Rémunération de base – effectif régulier	44 138 628,61 \$
Rémunération de base – effectif occasionnel	936 594,99 \$
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	405 373,10 \$
Heures supplémentaires – effectif régulier	74 194,69 \$
Heures supplémentaires – effectif occasionnel	1 237,85 \$
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	1 617 382,27 \$
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	51 457,16 \$
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	21 458,30 \$
Contribution employeur – effectif régulier	8 296 681,56 \$
Contribution employeur – effectif occasionnel	172 406,75 \$
TOTAL	55 715 415,28 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 3 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP163

Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP164

Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment :

- a. la formation;
- b. la publicité;
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique;
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement;
- e. les baux résiliés et locaux vacants;
- f. achat de matériel;
- g. tout autre coût de transition.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022.

Voir également la réponse fournie à la question RP156.

- a. **la formation : 0 \$**
- b. **la publicité : 0 \$**
- c. **le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique : 0 \$**
- d. **l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement : 0 \$**
- e. **les baux résiliés et locaux vacants : 0 \$**
- f. **achat de matériel : 0 \$**
- g. **tout autre coût de transition : 0 \$**

SOURCE : Service des communications, Service des ressources matérielles et Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP165

Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail depuis sa création.

Liste des nominations à titre de juges administratifs depuis le 1^{er} janvier 2016 :

- Mme Isabelle Arseneault
- M. Benoit Aubertin
- M. François Beaubien
- Mme Yolande Bernier
- M. Guy Blanchet
- M. Daniel Blouin
- M. Bruno Boucher
- Mme Luce Boudreault
- Mme Guylaine Bourgeois
- Mme Isabelle Carpentier-Cayen
- Mme Caroline Charrette
- Mme Manon Chénier
- Mme Amélie Chouinard
- M. Simon Corbeil
- Mme Maude Côté
- M. Réjean Côté
- M. François Demers
- Mme Johanne Despatis
- Mme Martine Desroches
- M. Jason W. Downey
- M. Frédéric Dubé
- M. Jean-François Dufour
- M. Henrik Ellefsen
- Mme Véronique Émond
- Mme Ann Firlotte
- M. Dominic Fiset
- Mme Isabelle Gagnon
- M. Sylvain Gagnon
- M. Renaud Gauthier
- Mme Nathalie Gélinas
- Mme Véronique Girard
- Mme Chantale Girardin
- Mme Elisabeth Goodwin
- M. Guy Grantham
- M. Gaétan Guérard
- Mme Aurora Gutiérrez
- M. Francis Hinse
- M. Alain Lachance
- Mme Julie Ladouceur
- M. Laurent Lassonde

.../2

- M. Jean-François Lebel
- Mme Marie-Anne Lecavalier
- Mme Marie-Ève Legault
- Mme Émilie Lessard
- M. Hugues Magnan
- M. Michel Maranda
- Mme Nancy Martel
- M. Pierre-Étienne Morand
- Mme Chantal Sophie Moulin
- Mme Sandra Nadeau
- M. Jean-Sébastien Noiseux
- Mme Emilia Nyitrai
- Mme Maude Pepin Hallé
- Mme Josée Picard
- Mme Marie-Claude Pilon
- Mme Marie-Claude Poirier
- M. Danick Potvin
- Mme Julie Rancourt
- Mme Mélanie Raymond
- M. Christian Reid
- Mme Isabelle Robitaille
- M. Benoît Roy-Dery
- M. Guillaume Saindon
- Mme Julie Samson
- Mme Karine Savard
- M. Jean-François Séguin
- M. Pierre St-Onge
- Mme Isabelle St-Jean
- Mme Dominique Tancrede
- Mme Danielle Tremblay
- M. Erick Waddell

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP166

Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.

Les tableaux suivants couvrent la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Sort des requêtes	2021-2022
Accueillies	152
Désistements	6
Fermeture admin.	1
Règlements	1
Rejetées	0
Sous-total	160

Article 46: Résolution de difficultés	
Sort des requêtes	2021-2022
Accueillies	0
Désistements	1
Fermeture admin.	0
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	1

TOTAL	161
-------	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d'une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l'autre partie.

Les décisions motivées des juges administratifs sont accessibles par l'entremise du site Web de la SOQUIJ (<http://citoyens.soquij.qc.ca>), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du *Code du travail* sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP167

Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT (anciennement CRT).

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 4 mars 2022

N° dossier	Date de réception	Recours	Références juridiques	Nom des parties
1224008	2021-04-21	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Frampton
				Lorri Vachon
1224554	2021-04-16	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Stéphane Bisaillon
				Ville de Longueuil
1224854	2021-04-25	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Alain Bourgeois
				Municipalité de Pontiac
1227733	2021-05-12	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Montréal / Arrondissement Ville-Marie
				Nancy Bergeron
				Ville de Montréal
1227796	2021-05-07	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Terrebonne
				Lucy Bissonnette
1230685	2021-05-28	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Stéphane Bisaillon
				Ville de Longueuil
1233727	2021-06-17	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Pointe-à-la-Croix
				Stéphanie Clark
1235609	2021-07-02	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	MRC de Drummond
				Danielle Ménard
1237009	2021-07-08	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Michel Trudel
				Municipalité de Cantley
1238401	2021-07-22	Suspension	Article 48 : Loi sur la Commission municipale	Ville de Longueuil
				Mario Martin
1238976	2021-07-19	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Sylvain Modérie
				Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil
1245135	2021-09-23	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Mélanie Parent
				Municipalité de Frampton
1246600	2021-10-05	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Vincent Thibault
				Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant
1246791	2021-10-05	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Alexandre Primeau
				Municipalité de Franklin
1247500	2021-10-13	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Martin Turgeon
				Municipalité de Berthier-sur-Mer
1247519	2021-10-13	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Saint-Tharcisius
				Caroline Lapointe

N° dossier	Date de réception	Recours	Références juridiques	Nom des parties
1248491	2021-10-06	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles
				Nancy Carpentier
1248933	2021-10-14	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de La Sarre
				Jocelyn Lavoie
1249106	2021-10-22	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Montréal
				Herman Deparice Okomba
1249208	2021-10-26	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Saint-Jérôme
				Yvan Patenaude
1249514	2021-10-25	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Daniel Vocelle
				Ville de Schefferville
1249564	2021-10-07	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Montréal
				Ville de Montréal
				Daniel Doan
1249583	2021-10-27	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Nathalie Savard
				Municipalité de Rivière-Héva
1253585	2021-11-25	Destitution	Article 356 : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	Michele Parente
				S.I.D.A.C. Plaza St-Hubert
1254994	2021-12-03	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Karl Saulnier
				Ville de Montréal
				Ville de Montréal / Arrondissement Ville-Marie
1255976	2021-12-09	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Nominigue
				Nelson Ethier
1256760	2021-12-10	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Mont-Royal
				Luc-Denis Morin
1257066	2021-12-16	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Isabelle Roy
				Ville de Saint-Amable
1257160	2021-12-17	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de L'Assomption
				Danny Daneault
1257164	2021-12-17	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Stéphane Gianetto
				Ville de L'Assomption
1257167	2021-12-17	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de L'Assomption
				Sébastien Giroux
1257208	2021-12-20	Suspension	Article 48 : Loi sur la Commission municipale	Ville de Lévis
				Jean-Denis Gosselin
1257250	2021-12-20	Suspension	Article 48 : Loi sur la Commission municipale	Ville de Lévis
				Jean-Denis Gosselin

N° dossier	Date de réception	Recours	Références juridiques	Nom des parties
1257848	2021-12-20	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal
				Ville de Montréal
				Éric Bélanger
1258333	2021-12-29	Suspension	Article 48 : Loi sur la Commission municipale	Ville de Disraéli
				Claude Pelletier
1259088	2021-12-24	Suspension	Article 48 : Loi sur la Commission municipale	Ville de Saint-Jérôme
				Simon Geraghty
1259129	2021-12-23	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal
				Éric Bélanger
				Ville de Montréal
1259143	2021-12-24	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Saint-Jérôme
				Renald Gravel
1259277	2022-01-07	Suspension	Article 48 : Loi sur la Commission municipale	Ville de Québec
				Jean-François L'Hérault
1259285	2022-01-07	Suspension	Article 48 : Loi sur la Commission municipale	Éric Carmichael
				Ville de Québec
1259348	2022-01-06	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Westmount
				Stephan Lafrance
1259982	2022-01-11	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Longueuil
				Réjean Laflamme
1260570	2022-01-17	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Lac-Supérieure
				Steve Deschenes
1260572	2022-01-17	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Brad Horner
				Ville de Côte-Saint-Luc
1260595	2022-01-14	Suspension	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Saint-Raphaël
				Johnny Louis Jean
1260602	2022-01-17	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey
				Carole Pigeon
1262804	2022-01-31	Destitution	Article 73 : Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal	Communauté métropolitaine de Québec
				Gilles Lavoie
1263043	2022-02-03	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Longueuil
				Réjean Laflamme
1264046	2022-02-11	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu
				Raynald Castonguay

N° dossier	Date de réception	Recours	Références juridiques	Nom des parties
1264060	2022-02-11	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Gabriel Rioux
				MRC de Drummond
1264075	2022-02-11	Destitution	Article 267.0.2 et 678.0.2.6 : Code municipal du Québec	Municipalité de Saint-Joachim-de-Shefford
				Marco Dubois
1266092	2022-02-14	Destitution	Article 72 : Loi sur les cités et villes	Ville de Chambly
				Réjean Vachon
Nb : 52				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP168

Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail*.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP169

Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

Division	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de dossiers
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	
Division des relations du travail (DRT)	352	476	368,3	463,8	6 184
Loi sur les normes du travail	525	566	474,6	568,4	3 721
Code du travail	86	124	203,8	295,5	2 323
Division des services essentiels (DSE)	84	84	107,1	111,6	487
Division de la construction et de la qualification professionnelle (DCQP)	102,5	141	177,4	289,8	106
Total des 3 divisions	269	415	346,5	435,8	6 777

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas traités par la Vice-présidence des opérations des relations du travail du TAT.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP170

Depuis cinq ans, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2021	Avril	104	35	139
		Mai	121	54	175
		Juin	111	31	142
		Juillet	77	13	90
		Août	62	14	76
		Septembre	151	21	172
		Octobre	146	37	183
		Novembre	153	28	181
		Décembre	134	21	155
	2022	Janvier	167	30	197
		Février	152	38	190
TOTAL			1 378	322	1 700

Code du travail	2021	Avril	11	6	17
		Mai	11	3	14
		Juin	16	8	24
		Juillet	8	1	9
		Août	3	1	4
		Septembre	23	6	29
		Octobre	12	9	21
		Novembre	14	8	22
		Décembre	9	7	16
	2022	Janvier	6	4	10
		Février	11	4	15
TOTAL			124	567	181

.../2

Nombre de cas conclus
du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Année	Mois	Sort des cas					
		Accueillis	Désistements	Règlements	Rejetés	Fermetures admin.	Total
2021	Avril	125	139	257	39	21	581
	Mai	129	152	228	40	13	562
	Juin	180	166	208	45	15	614
	Juillet	176	142	153	52	7	530
	Août	165	126	156	27	16	490
	Septembre	82	183	250	28	18	561
	Octobre	135	232	287	53	12	719
	Novembre	159	199	252	52	15	677
	Décembre	182	169	278	67	49	745
2022	Janvier	97	207	229	54	44	631
	Février	85	183	263	42	94	667
Total		1 515	1 898	2 561	499	304	6 777

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP171

Depuis cinq ans, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).

Cette question ne concerne que la Division des relations du travail du TAT.

**Délai de traitement (en jours) des cas réglés par mois
du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022**

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	
Code du travail					
Avril	85,5	124,0	152,6	232,4	192
Mai	52,0	67,0	113,8	175,3	185
Juin	78,0	106,0	114,8	166,6	181
Juillet	102,0	126,0	207,1	314,6	187
Août	77,0	85,5	130,3	244,1	192
Septembre	79,0	111,0	161,0	285,9	186
Octobre	94,0	134,0	144,2	283,3	263
Novembre	62,0	84,0	113,7	200,4	231
Décembre	98,0	137,0	319,3	389,8	255
Janvier	90,0	168,0	213,0	325,3	216
Février ²	164,0	216,0	497,9	552,7	235
Loi sur les normes du travail					
Avril	509,0	528,0	438,2	507,8	334
Mai	524,5	541,0	478,9	558,9	312
Juin	483,0	535,0	416,1	500,1	312
Juillet	537,0	558,5	488,0	605,4	258
Août	518,0	570,5	476,9	627,0	246
Septembre	542,5	590,0	498,8	595,6	352
Octobre	541,0	602,0	486,0	647,1	421
Novembre	548,5	581,5	478,0	562,4	372
Décembre	539,0	562,0	483,9	549,6	359
Janvier	528,0	557,0	493,0	583,6	371
Février	519,0	546,0	474,9	519,1	384

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

² Ces délais inhabituels sont dus à la fermeture administrative, en février 2022, de plus de 63 plaintes déposées au cours de l’année 2018 dans le cadre d’un dossier impliquant des salariés du réseau de la santé et des services sociaux contre leur syndicat en vertu des articles 47.2 et suivant du Code du travail.

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 selon les principaux articles du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail					
	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	59,5	306,0	165,2	490,4	74
Article 25 - champ libre*	29,0	29,0	49,9	65,2	169
Article 25 - conflit*	28,0	29,0	36,1	37,8	180
Article 39 - statut de salarié*	98,0	170,0	222,6	388,4	174
Article 39 - modification*	94,0	99,0	119,8	134,5	464
Article 41 - révocation*	28,0	28,0	41,1	56,4	135
Article 45 - transmission*	39,5	40,0	50,0	67,6	160
Article 47.2 - traitement par l'association*	238,0	383,0	479,6	612,3	598
*Article 16 CT – plainte en matière de mesures disciplinaires – congédiement Article 25 CT – requête en accréditation, champ libre Article 25 CT – requête en accréditation, conflit Article 39 CT – requête en interprétation et statut de salarié Article 39 CT – requête en modification d'accréditation Article 41 CT – requête en révocation d'accréditation Article 45 CT – requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle) Article 47.2 CT – égalité de traitement par l'association					
Loi sur les normes du travail					
Article 122 et 79.1: Absence pour maladie, accidents ou autres	528,0	570,0	480,4	578,4	642
Articles 122, 79.7 et 79.8: Responsabilités familiales ou parentales	539,0	544,0	474,2	527,9	83
Article 122, al. 1 (1) à (3), (5), (6), (8) et (9)*	531,0	568,0	458,1	541,2	652
Article 122.1 : Mise à la retraite (âge, années de service)*	693,0	737,0	585,5	677,1	8
Article 122, al. 1 (4) : salariée enceinte	460,0	526,0	412,2	487,2	453
Article 123.6 : Harcèlement psychologique*	520,0	565,0	488,1	589,8	579
Article 124 : Congédiement sans cause juste et suffisante*	521,0	563,0	472,1	569,3	1 643
*Article 122 et 79.1: Absence pour maladie, accidents ou autres Articles 122, 79.7 et 79.8: Responsabilités familiales ou parentales Article 122, al. 1 (1) à (3), (5), (6), (8) et (9)- plainte de congédiement – général Article 122.1 : Mise à la retraite (âge, années de service) Article 122, al. 1 (4) : salariée enceinte Article 123.6 LNT - plainte de harcèlement psychologique Article 124 LNT - plainte de congédiement sans cause juste et suffisante					
¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence des opérations des relations du travail.					

SOURCE : Direction des opérations de la VR-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP172

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2022-2023.

La liste se trouve à la page suivante.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2022

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2022						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	52,0	19,0	22,0	1	103,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	3,0		5,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	4,0		8,0
Chaudière-Appalaches		4,0	1,0	5,0		10,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		2,0	2,0	2,0		6,0
.Sept-Iles				2,0		2,0
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	1,0	3,0		6,0
.Drummondville		1,0		2,0		3,0
Montréal	5	59,0	27,0	43,0	2	136,0
Montréal		5,0	1,0	6,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		4,0	1,0	5,0		10,0
Laurentides		5,0	1,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		4,0	1,0	5,0		10,0
.Salaberry-de-Valleyfield		1,0	1,0	3,0		5,0
TOTAL	14	153,0	62,0	130,0	3	362,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP173

Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.

Aucune plainte de cette nature ne sera jamais reçue au Tribunal administratif du travail (TAT) puisque les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP174

Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

Cette question ne s'adresse qu'à la Vice-présidence des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 : 23 postes de conciliateurs/médiateurs
à la Vice-présidence RT du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP175

Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur / conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 1 475 séances de conciliation visant 2 246 dossiers, soit 97,7 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP176

Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Le Tribunal administratif du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal*.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP177

Nombre de dossiers liés à la *Loi modifiant la loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

Le Tribunal administratif du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP178

Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels.

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

Il y a eu 3 pourvois en contrôle judiciaire concernant des décisions de la Division des services essentiels (2 concernant l'assujettissement et 1 concernant une ordonnance) qui ont été notifiés au TAT.

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP179

Depuis cinq ans, délais de traitement moyen. Ventiler par type de dossier.

Pour la période du 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022, le délai de traitement moyen a été de 111,6 jours pour les 487 dossiers conclus par décision de la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.		
Type de dossier	Nombre de dossiers fermés	Délai moyen de traitement
Assujettissement d'un service public	267	153,6
Évaluation des services essentiels dans un service public	84	8,6
Évaluation des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux	116	106,4
Redressement	20	14,4

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP180

Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, outre les interventions des conciliateurs dans les 116 dossiers d'évaluation de listes de services essentiels du réseau de la santé et des services sociaux, 75 autres dossiers en services essentiels ont été réglés par la voie de la conciliation à la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP181

Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.

Au cours de la période du 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022, la Division des services essentiels du TAT a fermé 487 dossiers, dont 36 de façon administrative. Les 451 dossiers fermés par décision se répartissent comme suit :			
	SERVICES PUBLICS	SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	FONCTION PUBLIQUE
Assujettissement d'un service public	234	0	0
Évaluation des services essentiels	83	110	0
Avis de grève ou de lock-out non conformes	5	0	0
Mesures de redressement	5	12	2
Autorisation de dépôt à la cour supérieure	0	0	0
TOTAL DES DOSSIERS	327	122	2

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP182

Mesures de réparation imposées au cours des cinq dernières années.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP183

Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs aux lésions professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Nombre de dossiers ouverts et nature des dossiers :

Loi	Recours	1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022
LATMP	Bureau d'évaluation médicale	5 988
	Délais	15
	Diagnostic médical	1 744
	Financement	5 694
	Indemnités	5 539
	Prestations	719
	Lésions professionnelles	17 706
	Mesures disciplinaires	72
	Réadaptation	843
	Autres - LATMP	49
	Total LATMP	38 369
LSST	Avis de correction	55
	Délai	1
	Droit de refus	7
	Inspections	6
	Mesures disciplinaires	2
	Ordonnances	3
	Retrait préventif	63
	Autres - LSST	2
	Total LSST	139
Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (LRSG, R-24.0.1)	Retrait préventif	1
Total		38 509

	1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022
Délai moyen de traitement	417 jours
Délai moyen de traitement imputable au Tribunal	298 jours

Délai moyen de traitement des dossiers (fermeture de l’acte introductif), de la date d’ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d’une audience ou d’un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties. Le délai moyen de traitement imputable au Tribunal quant à lui exclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP184

Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d’un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles.

DÉLAI MOYEN ENTRE LA RÉCEPTION D’UNE CONTESTATION ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D’UNE AUDIENCE

2021-2022	
	1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022
Délai moyen de traitement imputable au Tribunal	11,8 mois (358 jours)
Délai moyen de traitement	17 mois (517 jours)

Voir la fiche RP183 pour la nature des décisions.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 5 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP185

Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés au cours des cinq dernières années.

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1). Ainsi, il n'y a plus de représentants patronaux et syndicaux au Tribunal administratif du travail.

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le juge administratif dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	01-04-2021 au 28-02-2022
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	423 961 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP186

Nombre de conciliateurs et nombre d’ententes hors cour entérinées par le Tribunal au cours des cinq dernières années.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Voici les résultats entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022 :

Nombre de conciliateurs au 28 février 2022	51
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	5 446
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	7 621

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP187

Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT a enregistré 22 709 désistements :

- 10 811 de ces désistements (soit 47,6 %) découlent d'une activité de conciliation;
- 11 898 de ces désistements (soit 52,4 %) sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP188

Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT (anciennement CLP) ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	01-04-2021 au 28-02-2022
Nombre de remises demandées *	
• Par les employeurs	7 153
• Par les travailleurs	4 722
• Par le TAT **	63

* Ces chiffres représentent le nombre de demandes de remise et non le nombre d’audiences remises, puisqu’une audience porte souvent sur plus d’un dossier.

** Le TAT ne demande pas de remise, mais il lui arrive à l’occasion d’annuler une audience déjà fixée.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP189

Nombre d’avis traités par le BEM et nombre d’avis renversés au cours des cinq dernières années.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

2021-2022	
	01-04-2021 au 28-02-2022
Nombre d’avis émis par le BEM et ayant fait l’objet d’une contestation	1 757
Nombre de ces avis ayant été renversés	149

Le Tribunal calcule dorénavant cette donnée en fonction du nombre de dossiers visant un avis du BEM. Les données fournies dans les années précédentes étaient plutôt basées sur le nombre de décisions qui pouvaient, dans certains cas, traiter de plusieurs avis.

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP190

Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTE DES EMPLOYEURS
	01-04-2021 au 28-02-2022	01-04-2021 au 28-02-2022
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	0	1 209
Décisions accueillant les requêtes	0	564 (46,7%)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	102 (8,4%)
Décisions rejetant les requêtes	0	543 (44,9%)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2021 au 28-02-2022	01-04-2021 au 28-02-2022
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	3 112	1 662
Décisions accueillant les requêtes	1 070 (34,4%)	574 (34,5%)
Décisions accueillant en partie les requêtes	236 (7,6%)	167 (10 %)
Décisions rejetant les requêtes	1 806 (58 %)	921 (55,4%)

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP191

Nombre de plaintes logées au Tribunal et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

Les statistiques qui suivent présentent les plaintes reçues par le Tribunal administratif du travail entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022 ainsi que celles dont le sort fut décidé au cours de cette période, bien qu’elles aient été déposées lors de l’exercice précédent. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu’aucune intervention n’apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d’ouverture.

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, le TAT a enregistré 61 plaintes et a finalisé le traitement de 2 plaintes déposées lors de l’exercice précédent, pour un total de 63 plaintes traitées pendant la période.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	Plaintes en cours	Plaintes abandonnées	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				5		1	6
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	4	2	1		1	1	9
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	3	5	6	3			17
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES	3	1		6		1	11
AUDIENCE	2	1		2			5
CONCILIATION	4	1		2			7
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	2	1					3
AUTRES				3			3
LANGUE	1		1				2
TOTAL :	19	11	8	21	1	3	63

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les juges administratifs et les assesseurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, le Tribunal a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d’éviter qu’une telle situation se reproduise.

SOURCE : Service des plaintes

COLLABORATION : Vice-présidence de la qualité et de la cohérence

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP192

Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.

Voici la ventilation des sommes allouées pour 2021-2022 :

CNESST	77 587 200 \$
Ministre du Travail	5 369 356 \$
Ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale	33 700 \$
RBQ	33 700 \$
CCQ	984 300 \$
CMMTQ	33 700 \$
CMEQ	33 700 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2022